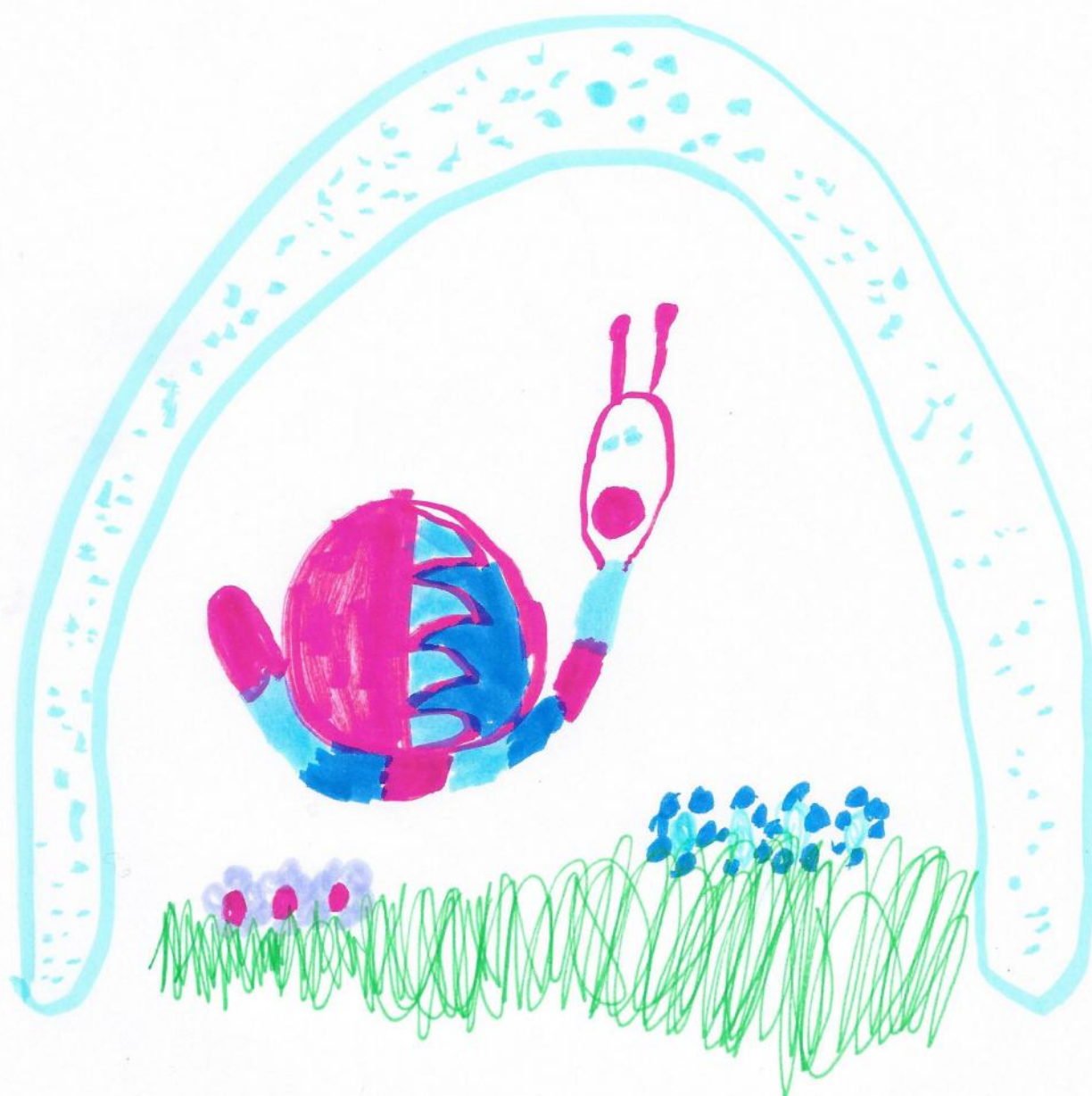


L'escargot déchaîné

N°11



Bulletin de liaison du Mouvement politique des Objecteurs de Croissance

Mars 2013- A mettre entre toutes les mains!

Edito

Tous les politiques, toutes tendances confondues, sont aujourd'hui de plus en plus d'accord pour dire qu'être citoyen ne se limite pas à voter pour des personnes puis à se rendormir le lendemain des élections après avoir donné son avis. Être citoyen implique de s'intéresser de près à la vie politique de sa ville, sa province, sa communauté, sa région, son pays et même à celle de l'Europe. S'intéresser à la vie politique, ce peut être lire le rapport du conseil communal ou assister à celui-ci, regarder quels sont les projets de lois ou de décrets en cours, s'intéresser aux débats qui animent nos parlements, monter une association pour défendre un point de vue sur un objet précis, Lorsqu'on élit une personne pour nous représenter dans une institution politique, il est assez logique de se renseigner sur ce qu'elle y fait, sur les questions qu'elle y pose, les débats qu'elle y porte, les propositions qu'elle y dépose et la manière dont elle vote. Il est tout aussi logique de demander que ces renseignements soient accessibles et, surtout, compréhensibles.

Au niveau communal, l'information est très inégale selon les communes concernées. Les Liégeois, les Namurois et les Ottintois trouveront par exemple sur le site de la Ville les ordres du jour et comptes-rendus des séances du conseil communal. Les Carolos n'ont plus rien à se mettre sous la dent depuis décembre 2012... Nous noterons que c'est au niveau communal que le maximum d'effort est fait au niveau de la participation citoyenne : conseils consultatifs, droit d'interpellation, agenda 21, ... quoique avec des résultats et des réalités bien différentes d'une commune à l'autre : ici une ouverture réelle à l'exercice de la citoyenneté ; là un contrôle accru par ceux qui détiennent le pouvoir ; ailleurs des conseils et un agenda 21 vidés de leur substance du fait de la sélection de ceux qui sont amenés à y participer ou d'un déficit de réunion.

Au niveau provincial, cela se corse. Assister au conseil provincial du Brabant Wallon, c'est entendre « vote du point 1B, oui-non » sans que le citoyen qui pourtant fait l'effort d'être présent n'y puisse comprendre quelque chose. Les décisions sont disponibles – avec retard – sur Internet, mais on

remarquera que le citoyen qui ne dispose pas de l'outil informatique ne reçoit pas de bulletin ni de compte-rendu. On peut supposer qu'il peut les obtenir sur demande, mais l'information n'est pas immédiatement disponible. L'information est technique, difficile à comprendre et surtout à trouver. Or, les citoyens ne sont pas tous titulaires d'un master en droit et ne maîtrisent pas tous le langage technique de ces rapports. Même en s'y habituant, trouver une information spécifique peut prendre plus d'une heure. On notera que le contenu des débats n'est pas indiqué. Impossible de savoir si le conseiller provincial qu'on a élu/pour lequel on a voté fait ce qu'il a dit avant les élections.

Au niveau des communautés, des régions et du fédéral, le même problème se pose. Les ordres du jour sont disponibles... quoique durant le mois de février, les ordres du jour du parlement wallon étaient inaccessibles sur Internet. Les projets et propositions de lois et de décrets sont détaillés mais pas expliqués, et il est très difficile de retrouver un document précis. La simple question « tiens, de quoi débat-on cette semaine au parlement » trouve difficilement une réponse compréhensible. Le plus simple reste encore de s'informer directement sur le site de votre élu préféré, tout en sachant bien qu'il s'y met inmanquablement en valeur.

Palme d'or de la transparence : le parlement européen. L'information technique et exacte y est disponible, mais les débats sont explicités en première page dans un langage clair et compréhensible, même si parfois partisan. Cette vulgarisation se fait a priori et non a posteriori, ce qui vous laisse le temps d'interpeler votre élu et de lui demander comment il compte agir et pourquoi.

Dès lors, notre demande est toute simple : pourquoi ne pas faire partout l'effort du parlement européen ? Des articles clairs qui accompagnent les points techniques et le langage juridique. Aux niveaux fédéral et régional, pourquoi ne pas publier, à côté du Moniteur belge, un journal plus accessible explicitant ce qui se passe. C'est le rôle de la presse, me dira-t-on, de mettre à la portée de tous ce qui se passe. Mais les journalistes ont leurs priorités qui ne sont pas forcément celles du citoyen concerné par le politique. Et puis on sait qu'ils disposent de moins en moins de temps pour rédiger un article de fond, ce qui amène

d'autres interrogations sur l'exercice de la démocratie. Un pape qui démissionne et voici 70% de votre journal parlé préféré qui en parle des heures durant, occultant des sujets qui pourtant vous intéressent au premier plan. Un pédophile qui sort de prison, et voici que vous ne recevez pas l'information qui concernait, justement, votre association et les idées que vous défendez.

La démocratie représentative ne fonctionne bien que si elle reste proche du citoyen, qui peut dès lors exercer un contrôle sur ce qui se passe. Le citoyen ne peut faire son travail de citoyen que s'il dispose d'une information claire et compréhensible sur ce qui se passe. De cette manière, il peut le cas échéant interpeller les élus, ou tout simplement voter pour une autre personne aux élections suivantes. Nous incitons tous les citoyens à réclamer cette transparence, à agir auprès de leurs élus et à demander des faits et des chiffres, sans se contenter des déclarations courtes et stéréotypées dont nous avons l'habitude mais qui ne permettent pas d'exercer un véritable contrôle démocratique sur nos institutions. C'est long et difficile ? Oui, mais personne n'a jamais dit qu'être citoyen était un travail facile. Nous l'oublions trop souvent, mais le citoyen est celui qui se mêle de ce qui le regarde. Etre citoyen, disait Aristote, c'est « gouverner et être gouverné ». Si nous nous laissons uniquement gouverner, nous oublions la part que nous devons prendre dans la gouvernance. Nous aurons peut-être la liberté d'expression, mais pas la démocratie ! Et nous prenons le risque de voir les choses nous échapper de plus en plus.

Marie-Eve Lapy-Tries, porte-parole

Appel aux personnes intéressées

Pour la foire aux savoir-faire du 25 mai

Vous avez un savoir ou un savoir-faire que vous aimeriez bien transmettre ? N'hésitez pas à venir animer un ou plusieurs ateliers à la Foire aux savoir-faire qui se déroulera sur une place publique à Namur le 25 mai.

Pour les ateliers enfants, nous aurons besoin de rouleaux de papier toilette vides, de chaussettes solitaires, de vieux blisters de médicaments (pour faire des yeux), de plumes, de « chenilles » à tordre, papier crépon, papier de couleurs, plumes, rubans... pensez à nous !

Une formation à la communication pour le Mouvement

Sophie Lapy, journaliste et formatrice aux médias, viendra nous aider à mettre au point une stratégie de communication pour le Mouvement politique des objecteurs de croissance. La formation qui aura lieu le 29 mars, 19h à Limelette est ouverte à tous les membres : **inscrivez-vous vite car le nombre de place est limité !**

escargotdechaine@objecteursdecroissance.be

Des vidéos pour expliquer le mpOC

Un vidéaste amateur propose de mettre son savoir-faire à notre service pour créer et ensuite mettre en ligne des vidéos qui présenteront l'objection de croissance. Il s'agira d'interviews d'une part et d'actions d'autre part. Toutes les personnes qui ont envie de participer au projet sont bienvenues ! Si vous souhaitez participer, écrivez à l'adresse du porteparolage : presse@objecteursdecroissance.be

La citation de Mars

« A la limite le pétrole est respectable parce que c'est une ressource non renouvelable. L'humain est une ressource absolument renouvelable. Nous n'arrêtons pas de nous renouveler tout le temps. D'ailleurs on adore ça. Il n'y a donc aucune raison pour que le néolibéralisme respecte l'humain. »

Miguel Benasayag

Mon corps, mon bébé, mon accouchement

1er mars - Voici l'heure des comptes!

Le défi 1000 témoignages en 1 mois est désormais terminé!

Il y a 336 témoignages publiés :

- 205 accouchements non respectés

- 131 accouchements respectés

Vos témoignages viennent de France, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Suisse, Espagne, Italie, Grèce, Tunisie, Israël, Canada, USA et Australie. Vous nous avez écrit en Français, Néerlandais, Anglais, Espagnol, Italien, Grec* et Catalan.

Notre équipe est touchée de votre confiance, vous qui nous confiez vos récits si intimes. Vos témoignages nous ont bouleversés, souvent fait pleurer de rire ou de douleur, de joie ou de colère...

Certaines mères ont témoigné de leur soulagement de ne plus se sentir seules, ce défi a réellement sa raison d'être, aussi dans ce sens-là. Ce qui nous a d'autant plus convaincues de l'importance de raconter les accouchements non-respectés!

Notre équipe est gonflée à bloc par l'énergie insufflée par la vague de vos e-mails... C'est avec une grande émotion que nous avons pris la décision d'allonger la durée du défi : 1.000 témoignages en 1 an!!!

Cela permettra de réunir sans doute bien plus de 1.000 témoignages et de préparer un manifeste très complet pour la SMAR** en mars 2014!

Nous vous laissons donc le temps de diffuser pleinement le défi, afin de récolter (au moins) 1000 témoignages avant fin février 2014.

Vous pensez que c'est possible? Nous en sommes persuadées !

- L'équipe de Mon Corps, Mon Bébé, Mon Accouchement ***

(*) Les témoignages grecs n'ont pas encore pu être publiés, des administratrices Grecques arrivent bientôt en renfort de l'équipe!

(**) Semaine mondiale de l'accouchement respecté : organisée par l'AFAR (agence francophone de

l'accouchement respecté), elle a lieu en mars chaque année.

(***) Nous sommes 9 femmes déterminées, mères ou pas encore (la présentation de notre équipe arrive dans quelques jours sur le blog, promis !) -

Vanessa, Sarah, Morwenna, Laura, Deena, Lucia, Sophie, Hélène et Julie !

Adresse du blog :

<http://moncorpsmonbebe.monaccouchement.wordpress.com/>

Dossier du mois : pour une Europe conviviale

Tous les jours, nous constatons un déclin de l'intérêt pour le politique. Les gens se sentent trompés et bafoués, ont l'impression que « ce sont toujours les mêmes » et que ces mêmes ne tiennent pas leurs promesses. La classe politique se montre en effet incapable de faire face aux préoccupations citoyennes, échouant par là dans le mandat qui leur est confié. Le nombre de « fils et filles de » en politique montre aussi que la politique ne concerne plus le peuple, au mépris des principes démocratiques les plus élémentaires.

Tous les jours encore, nous constatons un rejet de l'Europe, de ses mesures antisociales et favorables aux possédants et non aux simples citoyens. Les gens n'ont plus en tête une Europe de la paix, une Europe de la démocratie, une Europe émancipatrice. Ils déplorent une Europe d'économistes, une Europe de technocrates, une Europe dont ils ne comprennent pas les institutions, mais qu'ils pointent comme responsable de leurs maux. Les seules alternatives sont trop souvent proposées par des partis d'extrême droite, prônant le repli sur soi, comme s'il était possible d'être un pays prospère dans un monde en ruines...

Face à ce constat, les responsables politiques s'enferment dans les vieilles recettes, entre austérité budgétaire et recherche de la croissance. La croissance économique : tel semble être le seul but de

toute politique à l'heure actuelle. Entre austérité et relance, nous souhaitons ici tracer une troisième voie : celle d'une Europe à dimension humaine. Une Europe qui pourrait de nouveau être un projet fédérateur et rassembleur. Une Europe qui ne prendrait pas pour seul but une croissance infinie impossible dans un monde fini, mais qui pourrait répondre efficacement aux défis sociaux, environnementaux et politiques qui se profilent.

Une autre manière de voir l'économie

La croissance n'est pas la solution, c'est le problème !

Notre société a lié son destin à une organisation fondée sur l'accumulation illimitée où la croissance est une nécessité. Elle combine trois ingrédients : la publicité commerciale (qui nous fait désirer ce que nous n'avons pas), le crédit à la consommation (lorsqu'il donne les moyens de consommer instantanément au-delà du raisonnable) et l'obsolescence programmée des objets (dont le cycle de vie est raccourci en permanence, soit à cause de défauts techniques systématiques, soit grâce à la frénésie de l'innovation). Ces phénomènes se trouvent légitimés par l'impératif de la croissance, même si la gestion des déchets et pollutions coûte des sommes astronomiques à la collectivité et même si l'argent public est de plus en plus sollicité pour couvrir les ratés du système (le renflouement des banques en est un exemple criant) ou mettre en place les infrastructures nécessaires. Cette idéologie, en posant comme légitime, sensée et nécessaire l'accumulation de richesses, tente de justifier presque tous les moyens de sa mise en œuvre, jusqu'aux plus inhumains : marchandisation de l'eau, du vivant, exploitation des enfants, guerres pour le pétrole, l'eau, etc. La croissance aggrave la dégradation écologique de la planète, épuise les ressources, provoque la crise sociale en permettant des écarts de revenus indécentes, stimule l'égoïsme, la frustration, la compétition et enfin, favorise les intérêts particuliers au détriment du bien commun.

Il est grand temps de sortir de cette obsession de croissance, car la croissance n'est pas la solution, c'est le problème. Pour ce faire, nous devons changer de modèle de société. Nous devons tendre vers un

modèle fondé sur le bien commun, la solidarité, le partage, sur une planète préservée et permettant des conditions de vies acceptables pour tout le monde.

Quand on est surendetté, on ne contracte pas de nouveaux prêts...

Nous ne sommes pas partisans de la croissance, mais nous ne sommes pas non plus partisans des politiques d'austérité qui, une nouvelle fois, favorisent les intérêts particuliers et broient sans la moindre pitié le bien commun, le bien humain et continue au passage de détruire la planète. Nous dénonçons avec force l'injustice qui consiste à réduire les dépenses sociales d'un pays pour assurer le service de la dette, c'est-à-dire le paiement de rentes aux plus riches. Nous dénonçons avec force le fait que les prêts accordés aux pays en difficultés le soient moyennant des mesures inhumaines comme en Grèce. Nous dénonçons les taux usuraires qui sont pratiqués ainsi que le fait que les banques qui prêtent cet argent puissent l'emprunter à un taux ridicule à la banque centrale européenne, s'enrichissant sur le dos des citoyens.

Mais nous pensons cependant qu'il est impossible de continuer sans arrêt à vivre au-dessus de nos moyens. Nous soutenons toutes les initiatives réclamant un audit citoyen des dettes publiques. Nous soutenons de même tout ce qui ressemblerait à un étalement de paiement dans le temps pour que les Etats puissent continuer, de manière imagée, à assumer les besoins du ménage. Quand on est surendetté, les prêts ne sont pas la solution, ils sont le problème...

Vers une économie subordonnée au politique

« Il faut rassurer les marchés », « faire des sacrifices » : ce vocabulaire religieux donne à penser qu'il existerait un Marché tout puissant, une sorte de Dieu qui parlerait à nos économistes, demandant rites d'apaisement, soumission totale et gestes apotropaïques. Il n'est pas plus rationnel de « sacrifier » au Marché pour la bonne marche d'un pays que de faire un sacrifice à Athéna pour la survie de la Cité. C'est oublier qu'il n'y a qu'un ensemble de décisions politiques. Les experts ont pour rôle d'informer les citoyens des causes et conséquences des décisions prises, pas de savoir quelles décisions prendre. Que souhaitons-nous ? Une société qui

privilégie le bien commun et le vivre ensemble ou une sorte de jungle dans laquelle les intérêts privés priment, conduisant la société selon leur bon gré et sans boussole ? Si nous souhaitons la première option, il est temps d'arrêter de nous soumettre aux dieux et de savoir, nous, citoyens, ce que nous voulons...

Ni nucléaire ni effet de serre : vers une sobriété énergétique

Le problème de l'épuisement des ressources

Les ressources fossiles, nous le savons, sont limitées en quantité. Que ce soit le charbon, le pétrole, les gaz de schiste, tout cela aura une fin. Le pic du pétrole est admis par tous et même s'il y a encore des ressources à l'heure actuelle, elles sont de plus en plus chères. Comment vivrons-nous avec de l'essence à 10 ou 15 euros le litre ?

Energie-poison

L'énergie non renouvelable est aussi un poison, et le pire de tous ces poisons est le nucléaire. Tchernobyl et Fukushima n'ont malheureusement pas suffi à ce que chacun s'en rende compte... Les tenants du nucléaire objectent le fait qu'il ne produit pas d'effet de serre et que nous devons lutter contre le réchauffement climatique. Devons-nous choisir entre Charibe et Sylla ? Au-delà de la nocivité objective de ces sources d'énergie, il y a aussi la question de la maîtrise citoyenne. Peut-on imaginer une maîtrise citoyenne d'une centrale électrique dont il faut être expert pour comprendre le fonctionnement, qui nécessite des combustibles venant de loin, extraits du sol dans des conditions difficiles à connaître ? Ces moyens de production énergétique nous offrent, certes, le confort de ne pas devoir compter, mais à quel prix au niveau de notre perte de maîtrise et notre perte d'autonomie ?

Quelques mesures simples d'économie

Les premières mesures vont dans le sens de la sobriété énergétique. La première chose à faire serait peut-être d'éteindre les lumières des autoroutes, surtout entre 17h et 19h, de ne plus permettre d'éclairer enseignes et publicités, d'interdire tout panneau publicitaire consommant de l'énergie. On

peut aussi obliger les magasins à fermer la porte lorsqu'ils chauffent et obliger les supermarchés à réduire leurs consommations d'énergie en les obligeant à conserver les aliments frais dans des frigos fermés !

On peut ensuite agir au niveau urbain : interdire les mégacentres commerciaux qui poussent à venir de loin pour faire ses achats, interdire les nouvelles implantations en dehors des villes et dans les zonings où il faut une voiture pour y accéder, favoriser les petits commerces de proximité.

On peut encourager les gens à chauffer moins : pourquoi ne pas donner gratuitement les premières « tranches » de gaz et d'électricité, mais faire payer extrêmement cher la surconsommation ?

Il ne faut pas mentir : si l'on refuse le réchauffement climatique et le nucléaire, il va falloir faire des économies.

Quelle politique énergétique

Reste que de l'énergie, il en faut tout de même un minimum. L'Europe à l'heure actuelle est importatrice d'une quantité phénoménale d'énergie et de matières premières, ce qui la rend très dépendante au niveau international, et qui nécessite le quasi-pillage des ressources de certains pays. Une véritable politique énergétique commune devrait viser l'autosuffisance européenne. Elle devrait viser une production à partir de ressources renouvelables, et la plus décentralisée possible afin de permettre une gestion citoyenne de la production. Enfin, l'Europe pourrait fixer des objectifs en matière d'économies d'énergie et donner des directives sur les mesures qui devraient être prises en ce sens.

Une politique agricole commune relocalisée

Après la guerre, la Politique agricole commune avait pour but de rendre l'Europe autosuffisante en matière d'alimentation. L'objectif est aujourd'hui tout autre : nous disposons de larges surplus, mais nous ne produisons plus une nourriture saine, sobre et de qualité. Une politique agricole commune ambitieuse pourrait avoir pour objectif que les denrées alimentaires ne parcourent pas plus de 100km entre le producteur et le consommateur. Ce type de

politique favoriserait les circuits courts, limiterait les intermédiaires et nourrirait chacun de produits frais et de saison. Les exploitations de petite taille et l'agriculture biologique devraient être favorisées pour que la nourriture soit saine pour tous. Bien entendu, cela passerait par un gros changement dans les habitudes alimentaires, par la fin de la consommation de produits transformés bon marchés, et par le retour au rythme des saisons. Non, les tomates ne poussent pas en hiver...

Une politique industrielle commune

Au niveau industriel, nous dépendons largement des ressources extérieures à l'Europe et de la main-d'œuvre à bon marché qui réduit « là-bas » des personnes en quasi esclavage et détruit nombre d'emplois ici. La course à la croissance conduit via la publicité, l'obsolescence programmée et le crédit à la consommation à produire toujours plus, avec une utilité très limitée des objets produits.

Une politique industrielle ambitieuse devrait tout d'abord définir ce dont nous avons besoin, en faisant le tri entre l'utile et l'inutile, le nocif voire le criminel (fabrication d'armes notamment). Cette politique industrielle aurait aussi pour but de rendre l'Europe autosuffisante tant en production qu'en matières premières. Il est difficile de relocaliser la production comme pour l'agriculture dans un rayon très restreint, mais viser une production européenne nous semble adéquat.

L'obsolescence programmée ne profite qu'à ceux qui vendent les appareils. Au niveau européen, il serait utile de viser à l'interdire.

Enfin, le partage et la réutilisation des appareils seraient profitables à la collectivité. Une politique industrielle commune devrait être complétée par des politiques locales volontaristes à ce niveau : création de ressourceries, équipements communautaires, etc.

Une place pour chacun : travail, emploi, revenus et autonomie

Pour pouvoir vivre, à l'heure actuelle, il faut un revenu. Pour avoir un revenu, il faut un emploi rémunéré, et si l'on n'en a pas, en chercher et prouver qu'on en cherche, et ce quel que soit le type d'emploi.

On entend souvent « Quand on cherche, on trouve, il faut accepter de faire n'importe quoi ». Mais justement, quel est le sens de ce n'importe quoi ? On ne demande pas au chômeur de faire quelque chose d'utile. D'ailleurs bien souvent, quand il fait quelque chose d'utile comme s'occuper de ses enfants, être actif dans une association de quartier ou prendre soin de ses parents âgés, on lui objectera qu'il ne cherche pas d'emploi... Par contre, le trader, le fabricant d'armes, le publicitaire ou le cigarettier ne devront pas se justifier. Ils sont pourtant nocifs au bon fonctionnement de la société.

Il est temps d'assurer à chacun de quoi vivre, via, par exemple, un revenu inconditionnel d'existence, de manière à ce que chacun puisse effectivement travailler, c'est-à-dire faire quelque chose d'utile. Utile via un emploi rémunéré, et nous avons vu qu'il pourrait y avoir de l'emploi dans une agriculture de proximité et dans une industrie relocalisée. Utile aussi dans la reprise en main de nos existences, en retrouvant son autonomie, en élevant ses propres enfants, en soignant ses propres parents, en faisant son potager, en construisant ou en rénovant sa maison. On peut être utile aussi en participant à la vie politique à tous les niveaux de pouvoir, à la vie communautaire dans son quartier, etc. L'emploi n'est pas signe d'utilité. Le non-emploi n'est pas signe d'inutilité. Et enfin, le chantage à la survie pour mobiliser des « producteurs » n'est pas une option morale.

Avec quels moyens ? Actuellement, des allocations sont déjà distribuées, par tout un système de contrôle-répression. Commençons déjà par utiliser ces budgets-là !

A qui distribuer ? A tout le monde, car tout le monde a le droit de vivre. Le revenu pourrait partir d'allocations familiales distribuées sans distinction de rang dans la famille ou de profession des parents pour à 18 ans devenir un revenu inconditionnel d'existence, reçu indépendamment de sa situation maritale. Une retraite de base serait aussi assurée.

Les illusions d'une politique sécuritaire

Face à la crise, face à l'austérité, face à l'incertitude du lendemain, les gens ont tendance à reporter leur

angoisse sur l'autre, l'étranger, le « délinquant », le jeune. On demande de réprimer, de punir et d'enfermer. Le système s'empare de cette angoisse et alimente cette crainte, qui lui permet de prendre le contrôle des individus par tous les moyens : caméras de surveillance, puce électronique, fichage des individus. C'est dangereux pour la démocratie. La surveillance constante de nos vies est dangereuse pour la liberté. La sécurité commence par donner à chacun les moyens d'agir dans sa communauté, évitant par là le sentiment d'exclusion, souvent à la base de la violence.

Conclusion : vers une Europe écologique et émancipatrice !

Un véritable projet européen commencerait par une démocratie renforcée à tous les niveaux de décision. De l'implication des citoyens dans la vie de leur commune jusqu'aux institutions européennes, laissant actuellement trop de pouvoir aux assemblées non élues par les citoyens, un effort de démocratisation est à faire.

C'est en tant que citoyens européens que les membres du Mouvement politique des objecteurs de croissance s'insurgent contre les dérives actuelles. Les objecteurs de croissance ne sont pas anti-européens comme on l'entend trop souvent. Ils refusent juste une Europe antidémocratique et néolibérale, souhaitant construire à la place une véritable solidarité entre les peuples ainsi qu'une véritable prise en charge de la crise économique, sociale, écologique et politique à laquelle nous faisons face.

Que ce soit au niveau individuel, par la simplicité volontaire, au niveau collectif en construisant localement des alternatives au système capitaliste actuel ou au niveau politique en affirmant qu'il existe des alternatives aux décisions qui se prennent actuellement, les objecteurs de croissance agissent pour qu'un autre monde soit possible. Nous avons aussi besoin de vous !

Marie-Eve Lapy-Tries

Actions

Lancement du Printemps de la décroissance

Nous vous invitons à la conférence de presse qui aura lieu le 16 mars à 17h30 à la Maison du développement durable de Louvain-la-Neuve, 2 place Agora, à l'occasion du lancement du Printemps de la décroissance. Elle sera suivie d'un repas, puis à 19 h 30 d'une conférence de Paul Lannoye, ancien député européen, intitulée « Il faut refonder l'Union Européenne ». Le Printemps de la décroissance rassemble actuellement une dizaine d'associations, ce qui est plus que l'année dernière. Paul Lannoye s'engagea d'abord dans le Rassemblement wallon dont il sera exclu, mais il restera fidèle, à travers ses engagements d'écologiste, à ces origines. Il a siégé pendant la 47e législature de la Chambre des Représentants de Belgique. Il a été député européen entre 1989 et 2004, ancien président du groupe des verts au Parlement européen.

Paul Lannoye a quitté le parti Ecolo en 2004 et a, depuis lors, pris différentes positions publiques contre la ligne politique de son ancien parti. Il a fondé en 2004 le Groupe de Réflexion et d'Action Pour une Politique Ecologique (GRAPPE), avec plusieurs autres militants écologistes dont Michèle Gilkinet. Il est membre fondateur du mpOC. Il est co-auteur de La Guerre au vivant, avec Jean-Louis Durand et Mickael Hansen, Agone (coordonné par Jean-Pierre Berlan). Depuis 2011, il publie une chronique dans le "journal antiproductiviste" Kairos (aux côtés d'autres chroniqueurs comme Gwenaël Breës, Jean-Pierre L. Collignon, Martin Pigeon).

Nous ne pouvons que constater que le monde s'enfonce progressivement dans la crise. Toute l'Europe s'enfonce dans des mesures d'austérité antisociales, tout en courant derrière une impossible relance de la croissance. La crise économique est manifeste, la crise écologique est mise au placard malgré sa gravité, la crise sociale est dramatique. L'augmentation des suicides et des maladies psychologiques montre bien que la crise est aussi humaine, l'homme ne parvient plus à trouver sa place dans un monde qui le réduit à sa pension ou non à

consommer et à produire, frappant d'inutilité des personnes qui ne demanderaient pourtant qu'à servir la société. Face à ce constat, les responsables politiques s'enferment dans les vieilles recettes, entre austérité budgétaire et recherche de la croissance. La croissance économique : il semblerait que ce soit austérité et relance. Nous souhaitons tracer une troisième voie : celle d'une société à dimension humaine. Une société qui pourrait de nouveau porter des projets d'avenir. Une communauté humaine qui ne prendrait pas pour seul but une croissance infinie impossible dans un monde fini, mais qui pourrait répondre efficacement aux défis sociaux, environnementaux et politiques qui se profilent.

C'est pourquoi pour la deuxième année consécutive, le Mouvement politique des objecteurs de croissance rassemble les associations qui se reconnaissent dans l'objection de croissance lors du Printemps de la décroissance. Les activités de ces associations sont rassemblées dans un agenda commun, disponible sur www.printempsdeladecroissance.be.

Pour le mpOC, Marie-Eve Lapy-Tries, porte-parole

Non aux peupliers OGM

Dites NON aux forêts de peupliers OGM ! Il y a quelques semaines, une demande a été émise de plantation d'un bosquet de peupliers OGM à Wetteren, de 2014 à 2021. Le but est la production de bioéthanol, ce qui démontre la volonté d'une industrie flamande de biocarburants. Les objections contre ce projet peuvent être soumises jusqu'au 7 mars 2013, via ce lien : <http://tinyurl.com/cuo43n7>.

Vous trouverez un modèle et un argumentaire contre cette plantation sur le site internet du mpOC : <http://www.objecteursdecroissance.be/spip.php?article381>. Ce document est libre d'utilisation, inspirez-vous en à votre guise et surtout faites-le tourner dans vos réseaux. Chaque partie du texte fait moins de 4.000 caractères car c'est la place maximale permise sur le site en ligne dédié à la consultation publique. De plus, vous y trouverez des informations à votre disposition (pour l'instant surtout en néerlandais et anglais).

L'enjeu est maintenant d'agir vite et en nombre ! Plus il y aura d'avis négatifs lors de la consultation, moins de chances aura ce dossier d'être accepté. Si les contestations sont personnalisées, c'est mieux. Elles peuvent se faire de différentes manières : par e-mail, Facebook, newsletters, blogs, appel personnel, etc.

Belgian Field Liberation Movement

Vesdre Avenir versus City Mall

Le promoteur City Mall - Foruminvest a décidé de mettre la pression sur les politiques et les médias verviétois.

En mars 2006, le promoteur lançait son « Si on ne couvre pas la Vesdre on s'en va ! ».

En mars 2013, quelques élus et journalistes locaux se substituent au promoteur et nous rejouent le film primé à Cannes, en proclamant « A Verviers, en dehors de City Mall, point de salut ! »

A la lecture des avis de quelques personnes, parus récemment dans la presse, chacun peut se poser les questions suivantes :

* Pourquoi les autorités publiques ne jouent-elles pas leur rôle de garantes du bon aménagement du territoire comme stipulé à l'article 1 du Code wallon de l'Aménagement du territoire qui dispose qu'elles « doivent rencontrer de manière durable les besoins sociaux, économiques, énergétiques, de mobilité, patrimoniaux et environnementaux de la collectivité par la gestion qualitative du cadre de vie, par l'utilisation parcimonieuse du sol et de ses ressources, par la performance énergétique de l'urbanisation et des bâtiments et par la conservation et le développement du patrimoine culturel, naturel et paysager. » ?

* Pourquoi font-ils primer les ukases d'un promoteur, aussi incompetent et aussi peu scrupuleux de l'avis des habitants, sur le respect des citoyens, de leurs conditions de vie et de leur droit à défendre leur environnement ?

* Pourquoi certaines personnes préfèrent-elles, d'une part, oublier la débâcle provoquée depuis 10 ans par ce mauvais projet, et d'autre part, encenser aveuglément les miettes concédées par le promoteur ?

* Pourquoi le Conseil d'Etat aurait-il perdu la raison lorsqu'il reconnaît que ce projet est hors normes et qu'il va handicaper gravement la vie des habitants du centre-ville ?

* Pourquoi nos responsables communaux n'éprouvent-ils aucune gêne à rejeter les conséquences de leur gestion déplorable de ce dossier sur la tête d'une association citoyenne ?

Dans tous les cas, et sans céder aux provocations peu reluisantes étalées dans ces articles, l'association Vesdre-Avenir poursuivra son engagement pour, au minimum, obtenir des aménagements substantiels du projet du promoteur. Ces modifications porteront sur la mise en valeur du site exceptionnel de la Vesdre en cœur de ville et sur le respect des attentes légitimes des habitants en termes de qualité de vie et de mobilité. Ces mesures sont effectivement indispensables au développement économique durable de la ville.

Les nombreuses marques de soutien parvenues sur notre site Web nous y encouragent.

Association Vesdre-Avenir www.vesdre-avenir.be

Nous rappelons à l'occasion de ce communiqué que c'est aussi contre City Mall que se battent les Namurois : <http://namurparcleopold.be/>

***Manif anti-nucléaire, 10 mars à 14h,
Grand-Place à Huy***

À quoi jouent l'opérateur des centrales nucléaires et les ministres responsables ? Savez-vous qu'ils envisagent de redémarrer les deux réacteurs dont les cuves sont fissurées et de prolonger la durée de vie de Tihange 1 à 50 ans au lieu des 30 ans prévus à la construction ?

Arrêt définitif des réacteurs fissurés Tihange 2 et Doel 3 !

Arrêt immédiat des trois vieux réacteurs Tihange 1, Doel 1 et 2 !

Le risque nucléaire encouru par l'humanité et son environnement est tout simplement non mesurable, sans limite, et donc insupportable et inacceptable. La sortie du nucléaire ne peut attendre. La simple raison

et le souci des générations futures rendent urgentes les mesures suivantes :

- 1) L'arrêt définitif des réacteurs Tihange 2 et Doel 3 dont les cuves sont fissurées.
- 2) L'arrêt immédiat des trois réacteurs les plus anciens, Doel 1, Tihange 1 et Doel 2 qui présentent une probabilité d'accident plus importante de par leur conception et leur âge.
- 3) L'arrêt de tous les autres réacteurs dans les délais les plus brefs conjointement à la mise en place d'une politique volontariste en matière d'économie d'énergie et de mise en place des filières de production d'électricité à base d'énergie renouvelable.
- 4) Un prix du kilowatt/heure d'origine nucléaire qui intègre non seulement les coûts de fonctionnement mais aussi :
 - le coût d'une assurance couvrant tout type d'accident nucléaire
 - le coût véritable du démantèlement des centrales
 - le coût de la gestion des déchets sur toute leur durée de vie.
- 5) La sécurité doit être renforcée, ce qui passe notamment par la fin de l'utilisation massive de sous-traitants malmenés et par une égalité de traitement de tous les travailleurs des centrales nucléaires.
- 6) Une tarification fortement progressive pour la consommation d'énergie des ménages, avec la gratuité de la première tranche correspondant aux besoins essentiels et un prix très élevé pour le superflu.
- 7) La fin du stockage des bombes atomiques étasuniennes en Belgique dans le cadre de l'OTAN.
- 8) La sortie de la Belgique de l'OTAN et de l'Euratom (Communauté européenne de l'énergie atomique), deux organisations internationales hors contrôle démocratique qui poursuivent leurs buts propres à l'encontre du bien commun.

Lisez notre analyse complète et notre manifeste sur www.MpOC.be

Contact : info@MpOC.be et 010.45.58.90

Actualité

No-transat.be : Non à un accord de libre-échange avec les Etats-Unis !

A quelques semaines d'intervalle, les Etats-Unis et l'Union européenne viennent d'annoncer le lancement de négociations en vue de créer la plus grande zone de « libre-échange » au monde. Selon le credo officiel, si les « barrières non tarifaires » au commerce tombent, l'expansion des affaires qui en résulterait serait tout bénéfique pour les entreprises et les consommateurs, tout en protégeant nos industries face à leurs concurrents étrangers. Or, l'actualité dément (avec une intensité croissante) les bienfaits à attendre du « libre-échange ».

La face cachée du « libre-échange » Crise budgétaire de la zone euro, délocalisations d'entreprises, fermeture scélérate de sites sidérurgiques par Arcelor Mittal, crise des prothèses mammaires PIP et de la viande de bœuf chevaline... Depuis plusieurs années, nos sociétés connaissent un choc frontal. La crise est partout, revêtant de multiples dimensions : financière, budgétaire, écologique, humanitaire, mais aussi démocratique et sécuritaire... De la Grèce à l'Espagne, l'Europe ressemble à un avion qui aurait perdu ses ailes et percuté le sol : partout, il est question d'austérité, de modération salariale, de maintien de la compétitivité via une organisation plus flexible du travail... Ajoutons à ces constats la poursuite à la hausse des émissions de CO₂, pourtant censées être réduites afin d'éviter une crise climatique, et l'on conviendra que le monde traverse une période particulièrement trouble et difficile. Evidemment, quand un avion se crashe, après la recherche d'éventuels survivants, la priorité des enquêteurs est de comprendre les causes de l'accident, en analysant le contenu des boîtes noires qui retracent le vol de l'appareil. Mais rien de tel avec les multiples crises que traversent nos sociétés... Pourtant, la « boîte noire » des crises existe bel et bien.

Que dit la boîte noire ? Toutes les crises évoquées ont un point commun : le libre-échange. Ainsi, la crise financière a précédé la crise budgétaire. Et la crise financière des subprimes a elle-même été précédée d'importantes décisions politiques, comme la

dérégulation bancaire (aux Etats-Unis) et la totale liberté offerte aux mouvements de capitaux (spéculatifs comme non spéculatifs) en Europe. De même, la création d'un marché inique basé sur la « libre-circulation des biens, des services et des entreprises » a multiplié le recours à la sous-traitance et les intermédiaires marchands (donnant lieu au récent scandale de la viande de bœuf chevaline), et favorisé les fusions-acquisitions d'entreprises. Ce qui a contribué à mettre la sidérurgie liégeoise entre les mains d'Arcelor Mittal, une entreprise voyou qui était membre, en 2011, du Transatlantic Policy Network : un lobby associant de puissantes multinationales (comme Bayer, Citigroup, Coca-Cola, Microsoft, Nestlé, Time Warner, Unilever, Walt Disney Company...) et des élus politiques (dont environ 8% des membres du Parlement européen), et qui est à l'origine de l'actuelle volonté de créer un marché transatlantique. Mais qui se souvient qu'à chacune des décisions politiques passées, en faveur du « libre-échange », le même discours se répétait inlassablement ? En « libéralisant » les échanges marchands, en diminuant les « charges » pesant sur les entreprises, on allait favoriser l'activité économique, l'emploi, et partant, la richesse de tout un chacun. Vingt ans plus tard, le constat est amer : dans le secteur bancaire, le « dynamisme » de la gestion privée a créé des produits financiers toxiques et fait exploser une énorme bulle spéculative en 2007-2008. Au bord de la banqueroute, les banques ont fait appel à l'argent public pour se sauver, aggravant grandement les déficits publics (qui ne posaient jusqu'alors aucun problème de solvabilité). Dans la foulée, s'est mise en place une gouvernance économique confiant d'importantes décisions (notamment budgétaires) à des instances non élues, comme la Banque centrale européenne ou la Commission européenne. Lesquelles imposent une austérité carabinée aux populations. Pour leur part, les multinationales ont gagné le droit de mettre en concurrence les législations sociales et fiscales des différents pays. Elles ont abusé de la situation pour obtenir des rabais fiscaux (les intérêts notionnels n'en sont qu'un exemple) et se mettre en quête de zones de production à bas salaires. Dans leur soif de délocalisations, elles ont fait croître le chômage, précarisé l'emploi restant, et aggravé l'ampleur du problème climatique, vu les milliers de kilomètres de transport que les entreprises font aujourd'hui

parcourir à leurs produits. Forts de ces constats, et inquiets de voir des logiques technocratiques marchandes dominer nos sociétés, nous nous opposons vigoureusement à un accord de « libre-échange » avec les Etats-Unis, ainsi qu'au renforcement (européen et transatlantique) des législations liberticides. Adoptées au nom de la lutte contre le terrorisme, ces législations criminalisent de plus en plus souvent les mouvements sociaux (notamment en Espagne, mais aussi en Belgique avec l'adoption récente d'une loi, arbitraire et floue, visant à réprimer les « incitations à commettre des actes terroristes »). Pour sortir des crises actuelles, nous avons besoin d'un renforcement de la démocratie, ce qui passe par un renforcement des politiques de solidarité et un encadrement beaucoup plus strict des activités des multinationales, et non par la fuite en avant vers des accords de « libre-échange » visant à accroître la compétitivité mondiale et renforcer les libertés des firmes multinationales échappant au contrôle démocratique... C'est pourquoi nous avons adhéré à la plateforme d'opposition au marché transatlantique, et que nous appelons tous les citoyens qui se sentent concernés à nous rejoindre sur www.no-transat.be.

Signataires : Anne-Marie Andrusyszyn (CEPAG), Thierry Bodson (Secrétaire général de la FGTB wallonne), Jean-Pierre Coenen (Président de la Ligue des Droits de l'Enfant), Nico Cué (Secrétaire général de la MWB-FGTB), Thierry de Lannoy (Agir pour la Paix), Pierre Galand (Président des Amis du Monde diplomatique Belgique), Francis Leboutte (Mouvement des objecteurs de croissance de Liège), Jean-Pierre Michiels (Président de l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte), Christine Pagnouille (Présidente d'Attac-Liège), Eric Remacle (Président de la CNAPD), Sylviane Roncins (Mouvement des objecteurs de croissance de la Vallée de la Vesdre), Erik Rydberg (GRESEA), Mathieu Sonck (Secrétaire général d'Inter-Environnement Bruxelles), Christine Steinbach (Présidente des Equipes Populaires), Eric Toussaint (Président du CADTM Belgique), Michel Van Hoorne (Coordinateur Links Ecologisch Forum), Philippe Van Muylder (Secrétaire général de la FGTB de Bruxelles).

Transmis par les GL de Liège et Vavea

On ne dit pas...

Chaque mois, je vous présente dans cette rubrique un mot provenant de la novlangue actuelle en expliquant pourquoi ce mot est dangereux à utiliser et par quoi le remplacer. Le linguiste Marcuse disait en 1968 qu'on vivait la dernière critique efficace du système. Il pensait qu'il n'y aurait plus de critique efficace par la suite à cause de la manipulation linguistique.

Ne parlez surtout plus d'énergie nucléaire, parlez d'énergie atomique. Le mot « nucléaire » a été inventé pour séparer sémantiquement les centrales atomiques de la bombe atomique. Mais dans le domaine de l'énergie atomique, le civil n'est pas très loin du militaire, et la destruction n'est jamais loin.

Ne parlons pas de protection de l'environnement mais de protection de la nature. Toute la nature, et pas seulement celle qui nous environne.

Ne parlons pas de qualité de l'air mais de pollution de l'air. Mesurer la qualité de l'air signifie effectivement qu'on mesure son taux de pollution. Même chose pour l'eau.

Agenda

En gras : organisé par le MPOC

- **16 mars à 17 h 30** : lancement du Printemps de la décroissance, conférence de presse et apéro. 19 h 30, conférence de Paul Lannoye. Lieu : Maison du Développement Durable à Louvain-la-Neuve
- **17 mars**, organisé par le GL de Liège : dimanche convivial avec ballade dans la région d'Eupen.
Info.gl.liege@objecteursdecroissance.be
- **18 mars**, organisé par le GL de LLN : débat sur Internet avec des membres du Parti Pirate.
Info.gl.lln@objecteursdecroissance.be
- 25 mars : groupe de réflexion SOS : conférence ou projection de film et débat à Mundo N, 19h à 22h. www.amisdela terre.be

- **29 mars** : formation à la communication concernant le Mouvement, ouverte à tous les membres, 19h à Limelette
- **14 avril**, organisé par le GL de Liège : 60 ans de mépris du règne végétal, à l'An vert à 14h. info.gl.liege@objecteursdecroissance.be
- 22 avril : groupe de réflexion SOS : conférence ou projection de film et débat à Mundo N, 19h à 22h. www.amisdelaterre.be
- 22-25 avril : activités organisées par le Kap vert à Louvain-la-Neuve : 22 avril, conférence d'Olivier de Schutter, organisée par les kots-à-projet de la Plateforme développement durable. 23 avril : journée du développement durable (D-Day), organisée par la Plateforme. Concerts, de quoi manger et boire, ateliers divers durant toute la journée. 25 avril : lancement des jeudis veggies
- **27 avril** : journée conviviale à Ostende. Détails suivront.
- **27 avril**, 14 h, centre culturel de Dison. Dans le cadre du festival « Aux âmes Citoyens », le GL de Liège projettera le film « Sans lendemain » (There is no tomorrow » et parlera du pic des matières premières. Info.gl.liege@objecteursdecroissance.be
- **5 mai** : Assemblée générale du mpOC : après-midi ouverte à tous avec projection de film et débat. Détails suivront.
- **12 mai** : produits d'entretien, pourquoi les faire soi-même ? organisé par le GL de Liège. Lieu à préciser, 14h. info.gl.liege@objecteursdecroissance.be
- 27 mai : groupe de réflexion SOS : conférence ou projection de film et débat à Mundo N, 19 h à 22 h. www.amisdelaterre.be
- **25 mai** : foire aux savoirs et savoir-faire à Namur
- 24 juin : groupe de réflexion SOS : conférence ou projection de film et débat à Mundo N, 19h à 22h. www.amisdelaterre.be

Le mois prochain

Un dossier

Comment convaincre les gens du bien-fondé de l'écologie politique ? Parce que si nous sommes persuadés que nous avons raison dans nos analyses de la situation et dans les solutions que nous proposons, l'enjeu, dans une société démocratique, est d'en convaincre les autres pour susciter une prise de conscience majoritaire dans la société.

Et bien d'autres choses encore !

Vous retrouverez dans l'Escargot déchaîné du mois prochain des propositions d'actions, l'agenda du mouvement, et divers articles. **Ce journal se veut ouvert : envoyez-nous vos participations, articles, propositions d'actions et de dossiers.**

Rédaction et contacts

escargotdechaine@objecteursdecroissance.be

Ont participé à ce numéro

Coordination : Marie-Eve Lapy-Tries, porte-parole

Dessin couverture : Florence Lapy

Rédaction :

- Equipe de « Mon corps, mon bébé, mon accouchement »
- Le GL d'Ottignies-LLN
- Le GL de Namur
- Le GL de Liège
- Le GI VaVea

Contacter le mouvement

- Rédaction de l'Escargot déchaîné : escargotdechaine@objecteursdecroissance.be
- Secrétariat : info@objecteursdecroissance.be
- Porte-parole : presse@objecteursdecroissance.be
- Conseil politique (organe de décision du Mouvement en dehors des AG) :

info.conseil.politique@objecteursdecroissance.be

- Pôle politique (équipe qui rédige les projets de programmes politiques) :
info.pole.politique@objecteursdecroissance.be
- GL de Bruxelles :
info.gl.bruxelles@objecteursdecroissance.be
- GL de Liège :
info.gl.liege@objecteursdecroissance.be
- GL de Namur :
info.gl.namur@objecteursdecroissance.be
- GL d'Ottignies-LLN :
info.gl.lln@objecteursdecroissance.be
- GL VaVea (Vallée de la Vesdre et affluents) :
info.gl.vavea@objecteursdecroissance.be

Editeur responsable

Jean Pierre Wilmotte, 8 rue du Rondia, 1348 Louvain-la-Neuve

Adhérer

Nous ne recevons aucun subside : nous vivons des cotisations de nos membres. Adhérer au MpOC est une manière de soutenir notre action et l'objection de croissance. Nous sommes ouverts à qui le souhaite : n'hésitez pas à venir nous rejoindre et partager vos projets d'actions et vos réflexions avec nous, au sein d'un groupe local, en assemblée générale ou au conseil politique !

Nous appelons nos membres à renouveler leur cotisation pour 2013 !

Bulletin d'adhésion au Mouvement politique des objecteurs de croissance

à faire parvenir au secrétariat général, rue du rondia, 8, 1348 Louvain-la-Neuve ou info@objecteursdecroissance.be

Je soussigné-e

Nom:.....

Prénom:.....

Adresse:.....
.....

Code postal:.....

Commune:.....

Informations optionnelles :

Adresse courriel:.....

Tél. fixe:.....

GSM:

Membre effectif (je souscris au manifeste et aux statuts)

Membre sympathisant (je souscris au manifeste)

Je m'engage à payer la cotisation annuelle sur le compte du Mouvement politique des objecteurs de croissance, 523-0803113-28. Le montant de la cotisation est de 30 € et de 12 € pour les personnes à faible revenu - en cas de difficulté de paiement, contactez le trésorier: argentier@objecteursdecroissance.be

DATE:.....SIGNATURE :.....

• **Vie privée** : le Mouvement s'engage à n'utiliser les données personnelles fournies par ses adhérents que pour les besoins exclusifs de sa communication et de ses activités internes.

• **Adresse courriel** : le courriel est notre moyen de communication préféré pour vous contacter à ce jour de la mise en place de notre organisation (convocations aux assemblées générales, lettres d'information...). Si vous n'en avez pas, vous recevrez les convocations et de l'information par voie postale ; merci d'essayer cependant de nous fournir l'adresse courriel d'un-e de vos amis-es.